

BSC
BUSINESS SYSTEM
CONSULTING GROUP
(Conseil - Audit - Expertise)

12 , Rue Saint Michel BP 11 616 Dakar Tél (22) 33 821 41 72 Fax (221)33 822 95 03 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 28 septembre 2009

**A Madame l'Administrateur du Projet de
Promotion des Investissements Privés (PPIP)
S/C Agence Nationale chargée de la Promotion
De l'Investissement et des Grands Travaux
(APIX SA) - 52, Rue Mouhamed V - Dakar**

Madame l'Administrateur,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification du processus de passation des marchés ainsi que des contrats signés par l'Agence Nationale de Promotion Touristique (ANPT) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2008 et financées sur ressources internes.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Nouveau Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats de l'ANPT avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Nouveau Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives.

Cet audit a également consisté à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés et de suivi des contrats.

Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Ces travaux appellent de notre part les remarques et observations ci - après:

1. Réserves

- des contrats ont été conclus par entente directe non autorisée pour un montant estimé à 18 150 760 F CFA TTC ;
- les dossiers de passation des marchés par DRP ne comportent pas, pour la plupart, de lettre de saisine des fournisseurs en violation des dispositions de l'article 77 du NCMP qui dispose que cinq fournisseurs au moins doivent être sollicités par écrit ;

- les principes d'équité et de transparence n'ont pas été respectés dans la mise en œuvre de plusieurs procédures de DRP avec pour illustration le choix d'un deuxième moins disant et d'un troisième moins disant sur la base de critères nouveaux introduits au cours du processus d'évaluation des offres en violation des dispositions de l'article 59 du NCMP ;
- les conditions d'éligibilité à la commande publique spécifiées dans l'article 43 du NCMP et les renseignements et justifications requis pour la participation aux marchés publics ne sont pas exigées aux soumissionnaires conformément aux dispositions des articles 45 et 46 du NCMP ;
- l'ANPT n'a pas encore mis en œuvre les instructions de l'ARMP relatives au système de classement et d'archivage des dossiers de passation des marchés ;
- la commission de réception et la commission des marchés de l'ANPT sont quasiment composées par les mêmes personnes illustrant le non respect du principe de séparation des fonctions ;

2. Limitations à l'étendue de nos travaux

- certaines pièces importantes n'ont pas été fournies pour plusieurs marchés (procès verbaux d'ouverture des plis, rapport d'évaluation, procès verbaux d'attribution, cahier des charges, lettres de consultation, bon de commande, contrat, bon de livraison, procès verbaux de réception...).
- les recoupements des données figurant sur l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données du grand livre conduisent à une incertitude sur l'exhaustivité de l'état des acquisitions fourni par l'ANPT.

En raison de l'importance des réserves et limitations évoquées aux paragraphes 1 et 2 ci – avant, nous ne pouvons pas certifier que les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le NCMP.

SOMMAIRE

	Lexique des abréviations et sigles	4
1	Synthèse des non conformités identifiées et formulation de recommandations	6
1.1	Non conformités identifiées	6
1.2	Formulation de recommandations	7
1.3	Tableaux récapitulatifs des violations du NCMP par marché	8
2	Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	11
2.1	Contexte de l'intervention	11
2.2	Objectifs de la mission	11
2.3	Tâches du consultant	13
2.4	Rapports attendus et durée de la mission	14
3	Approche méthodologique	16
3.1	Revue des textes	16
3.2	Analyse de l'environnement de la passation des marches	17
3.3	Vérification des différentes étapes de la passation des marches	17
4	Résultats de nos travaux	19
4.1	Observations sur l'environnement de la passation des marches	19
4.2	Périmètre Couvert	22
4.3	Examen des marchés	23
4.3.1	Marchés conclus par Entente Directe	23
4.3.2	Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	25

Liste des abréviations et sigles

AC	Autorités Contractantes
AGPM	Avis Généraux de passation des Marchés
ARMP	Autorité de Régularisation des Marchés Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAGE	Direction de l'Administration Générale
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
GOANA	Grande Offensive pour l'Agriculture et la Nourriture en Abondance
HT	Hors Taxes
HTVA	Hors TVA
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MSET	Ministère des Sénégalais de l'Extérieur, de l'Artisanat et du Tourisme
NCMP	Nouveau Code des Marchés Publics
PM	Premier Ministre
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
RAPEV	Rapport d'Evaluation
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1

SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1. SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS IDENTIFIÉES ET FORMULATION DE RECOMMANDATIONS

1.1 NON CONFORMITÉS IDENTIFIÉES DANS LES DRP

SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS
<ol style="list-style-type: none">1. des contrats ont été conclus par entente directe non autorisée pour un montant total estimé à 18 150 760 F CFA TTC tel que le contrat de location de trois cars de 45 places et celui d'un véhicule PAJERO;2. les dossiers de passation des marchés par DRP ne comportent pas, pour la plupart, de lettre de saisine des fournisseurs en violation des dispositions de l'article 77 du NCMP qui dispose que cinq fournisseurs au moins doivent être sollicités par écrit ;3. le prix est le seul critère d'évaluation retenu par l'ANPT puisque les consultations ne donnent pas lieu à la définition de prescriptions techniques ou autres cadres de devis quantitatifs estimatifs;4. les dossiers de passation des marchés ne comportent pas les informations relatives à la notification de la sélection à l'attributaire ni la lettre d'information des fournisseurs non retenus.5. les informations relatives à la gestion et au suivi des marchés ne figurent pas dans le dossier de passation (bon de commande, bordereau de livraison ou procès verbal de réception qui prouve la réception physique et effective des fournitures).6. les principes d'équité et de transparence n'ont pas été respectés dans la mise en œuvre de plusieurs procédures de DRP avec pour illustration le choix d'un deuxième moins disant et d'un troisième moins disant sur la base de critères nouveaux introduits au cours du processus d'évaluation des offres en violation des dispositions de l'article 59 du NCMP ;7. les conditions d'éligibilité à la commande publique spécifiées dans l'article 43 du NCMP et les renseignements et justifications requis pour la participation aux marchés publics ne sont pas exigées aux soumissionnaires conformément aux dispositions des articles 45 et 46 du NCMP ;8. l'ANPT n'a pas encore mis en œuvre les instructions de l'ARMP relatives au système de classement et d'archivage des dossiers de passation des marchés ;9. la commission de réception et la commission des marchés de l'ANPT sont quasiment composées par les mêmes personnes illustrant le non respect du principe de séparation des fonctions ;10. l'examen du journal de trésorerie a également permis d'identifier, sur la base d'un sondage, certaines transactions non consignées dans le tableau récapitulatif des acquisitions, pour lesquelles les principes de transparence n'ont pas été respectés. Ces opérations auraient bien pu être passées par la procédure des DRP ;11. le montant du marché attribué (930 000 F CFA) sur les fournitures de bureau dépasse le budget alloué à cette transaction (600 000 F CFA) soit un écart de 330 000 F CFA en violation des dispositions de l'article 9 du NCMP qui exige la disponibilité de crédits suffisants avant la passation des marchés.

1.2 FORMULATION DE RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS

1. Veiller à l'application de l'article 76 du NCMP qui stipule qu'il ne peut être passé des marchés par entente directe qu'après avis de la DCMP dans les cas qui y sont énumérés;
2. formaliser la saisine des entreprises consultées dans le cadre d'une DRP par un courrier en bonne et due forme. Outre la description des prestations, des indications précises doivent être données sur les spécifications du besoin objet de la DRP, les délais de soumission des offres, les critères d'évaluation etc. ; ledit courrier doit mentionner le nom de l'ensemble des destinataires de la lettre de saisine. Améliorer le degré de formalisation des procédures de réception, d'évaluation des offres et d'attribution des marchés par la rédaction de procès verbaux en bonne et due forme à chacune des étapes de la sélection des fournisseurs. Dérouler les différentes étapes de la passation des marchés dans des délais qui permettront éventuellement aux soumissionnaires de compléter des dossiers administratifs manquants ou de fournir toute information additionnelle requise et qui n'est pas une cause d'élimination à l'ouverture des plis ;
3. des cahiers des charges en bonne et due forme doivent être préparés et transmis aux soumissionnaires. Ils doivent préciser la nature des prestations souhaitées, les critères d'évaluation relatives aux spécifications techniques, les modèles de soumission, les instructions aux soumissionnaires, les délais de dépôt des offres... ;
4. l'attributaire du marché aussi bien que les fournisseurs non retenus doivent être informés par écrit de l'attribution du marché ;
5. les documents de suivi de l'exécution du marché tels que bon de commande, contrat, procès de réception etc. doivent figurer dans le dossier ;
6. Veiller au respect de l'article 59 du NCMP qui bannit l'introduction de critères nouveaux au cours du processus de passation des marchés;
7. se conformer aux dispositions du NCMP relatives à l'éligibilité des entreprises à la commande publique et aux dispositions portant sur le dépôt des pièces administratives ;
8. Constituer des dossiers de passation en bonne et due forme et effectuer un classement des pièces conformément aux instructions de l'ARMP en matière de passation des marchés,
9. Constituer une commission des marchés et une commission de réception distinctes pour éviter le cumul de fonctions ;
10. se conformer aux dispositions l'article 77 du NCMP qui régissent la procédure de DRP ;
11. la mise en œuvre de la procédure budgétaire doit être l'occasion d'une correcte planification des dépenses à venir, ces données budgétaires doivent alimenter le plan de passation qui peut dès lors intégrer l'ensemble des dépenses envisagées pour un exercice donné.

1.3 TABLEAUX RECAPITULATIFS DES VIOLATIONS DU NCMP PAR MARCHE

Non conformités identifiées	ED N° 1	ED N° 2	DRP (Avis N° 27/02)	DRP (Avis N° 19/09)	DRP (Avis N° 009/07)	DRP (Avis N° 17/08)
Attributaires	Sénégal Travel	-	Maya Entreprise	Darmanco	Soda Travel Service	Djiby Diakhaté
Montants en F CFA TTC	12 600 000	2 780 000	3 206 000	4 672 800	4 818 000	20 000 000
Violation de l'article 76 sur les marchés passés par entente Directe	√	√				
Violation des dispositions de l'article 77 du NCMP qui organise les procédures de DRP			√	√	√	√

Non conformités identifiées	DRP N° 1	DRP N° 2	DRP N° 3	DRP N° 4	DRP N° 5	DRP N° 6
Attributaires	3 960 000	650 000	4 056 840	12 700 000	3 450 000	4 130 000
Montants en F CFA TTC	Darmanco	01 Graph	Sen Tech	Darmanco	01 Graph	Walo Centrale Electronique
Violation des dispositions de l'article 6 NCMP sur la nécessaire inscription dans le plan de passation des marchés des acquisitions de l'exercice.	√	√	√	√	√	√
Violation des articles 45 et 46 NCMP sur les renseignements et justifications à fournir pour prendre part aux marchés	√	√	√	√	√	√
Violation des dispositions de l'article 77 du NCMP qui organise les procédures de DRP	√	√		√	√	
Violation de l'article 68 NCMP des critères de recevabilité des offres	√	√	√	√	√	√
Violations de l'article 59-2 NCMP portant sur les critères de choix de l'offre la moins disante et répondant aux prescriptions techniques					√	√
Violation de l'article 67- 4 NCMP sur la transmission des procès verbaux d'ouverture des plis aux soumissionnaires	√	√	√	√	√	√
Violation de l'article 77 NCMP sur la procédure des DRP				√		
Violation des articles 83 et 85 portant respectivement sur la notification formelle à l'attributaire du choix porté sur son offre et l'information par écrit aux soumissionnaires non retenus	√	√		√	√	√

SECTION 2

CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics. Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction centrale des Marchés publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards...), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenu de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2008 et, en référence au Code des Marchés publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics des autorités contractantes indiquées à l'annexe 1 des présents termes de référence.

2.2 OBJECTIFS DE LA MISSION

La mission a pour objectif principal de vérifier le processus de passation des marchés ainsi que les contrats signés entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2008 et financés sur ressources internes, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, efficacité, équité et transparence, édictés par le CMP ;
- fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction centrale des Marchés publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe
- examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;
- recommandations pour le futur.

2.3 TACHES DU CONSULTANT

Les services requis du consultant portent principalement sur la vérification de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés financés au moyen des ressources internes de leurs budgets (budget de l'Etat pour les services centraux des ministères ; budgets des organismes rattachés aux ministères, soumis à l'application du CMP ; budgets des collectivités locales), la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés.

Le consultant devra notamment :

- sélectionner et valider un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; l'échantillon devra être composé comme suit :
 - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés (non compris les marchés par entente directe),
 - au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
 - 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, le consultant devra s'assurer d'une distribution adéquate en prenant en compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux).

- vérifier la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation, délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- examiner et analyser le respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation de marchés, l'attribution aux moins disant qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- établir des statistiques sur les marchés ; procéder, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- examiner globalement la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés

- formuler des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- le consultant devra assurer une formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et 5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMPP). Les sessions de formation seront organisées au siège desdites institutions.

Le consultant organisera des séances de restitution de son rapport provisoire au niveau de chacune des autorités contractantes concernées.

2.4 RAPPORTS ATTENDUS ET DUREE DE LA MISSION

1. Le Consultant devra produire
 - un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2,5 mois après le début des prestations et,
 - un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes. Ces différents rapports doivent aussi être soumis sur support informatique (CD).
2. Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports du consultant doivent contenir, au moins, un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes) comprenant une analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous-rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

SECTION 3

APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

3.1 REVUE DES TEXTES

Nous avons fait à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- décret 2007 - 545 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- arrêté du Premier Ministre 11 580 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 138 du NCMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté du MEF 11 583 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 111 du NCMP fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission ;
- arrêté du MEF 11 584 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 112 du NCMP fixant les seuils à partir desquels il est requis de garantie de bonne exécution ;
- arrêté 11 585 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 77 Alinéa 3 du NCMP relatif aux commandes pouvant être dispensés de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoire ou factures ;
- arrêté 11 586 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 35 du NCMP relatif aux CPM et CM ;
- arrêté 11 587 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 45 du NCMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics ;
- arrêté 11 588 du 28 décembre 2007 pris en application de l'article 36 Alinéa 1 du NCMP fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions de Marchés des Autorités Contractantes;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- règlement Général de la Comptabilité Publique ;
- décret n° 92-736 du 4 mai 1992 portant sur la gestion du Fonds de Promotion Touristique par l'ANPT ;
- décret n° 2004-1211 du 6 septembre 2004 portant création et fixant les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Agence Nationale de Promotion touristique ;...

3.2 ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Nous avons également effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de l'ANPT pour apprécier la capacité des structures à mettre en œuvre de manière efficace les procédures de contrôle des opérations de passation des marchés par la mise en œuvre des modules d'analyse et d'évaluation ci - après :

- analyse de l'organisation institutionnelle, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique,
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre,
- contrôle de la régularité des dépenses,
- revue des actes de nomination des membres de la Commission Interne des Marchés.

3.3 VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu de l'ANPT avec celui du MSET qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire et avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs,
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Ces contrôles ont porté sur les aspects relatifs à :

- la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation,
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes,
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels,
- au contenu des dossiers d'appel à candidatures,
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- au respect des délais de passation des marchés,
- au contenu des procès verbaux d'ouverture des offres,
- au contenu des procès verbaux ou rapports d'évaluation technique des offres,
- au contenu des procès verbaux ou rapports d'évaluation financière des offres,
- au contenu des procès verbaux d'attribution provisoire,
- à l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- au contenu des lettres de notification,
- à la publicité des attributions provisoires et / ou définitives et au contenu des avis,

- à l'information des soumissionnaires non retenus,
- au respect des délais de passation des marchés,
- au respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement à l'application des clauses de pénalités,
- au contenu des contrats et au respect des dispositions relatives au paiement,
- au recueil des garanties (garantie de soumission ou garantie de bonne exécution), à leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et à leur durée de validité,
- à la vérification de l'habilitation par le Ministère du Tourisme des organismes qui délivrent les garanties,
- à la réception effective des biens et services,
- aux paiements effectués en relation avec les clauses contractuelles....

SECTION 4

RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DE NOS TRAVAUX

4.1 OBSERVATIONS SUR L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

L'Agence Nationale de Promotion Touristique est une structure administrative autonome créée par décret 2004 – 1211 du 6 septembre 2004 portant création, organisation et fonctionnement de l'ANPT. Cette agence est placée sous l'autorité du Ministère chargé du Tourisme qui, conformément au décret 2004-103 du 06 février 2004, assure des missions essentiellement administratives telles que la planification, la réglementation, le contrôle et la formation des ressources humaines.

L'ANPT a pour missions de :

- mettre en œuvre la politique du Gouvernement dans les domaines de la promotion touristique,
- apporter aux personnes physiques ou morales, publiques ou privées œuvrant dans le secteur touristique l'assistance technique nécessaire à la promotion de leurs activités,
- mener des actions coordonnées en vue de la promotion du tourisme sénégalais par toutes les mesures appropriées,
- de susciter la synergie entre les différents partenaires de l'Etat dans le développement du secteur.

En outre, elle est chargée de déterminer et de réaliser des programmes d'action spécifique pour la promotion touristique, d'assurer la mise à disposition permanente d'informations de toute nature sur la destination « SENEGAL ».

L'Agence Nationale de Promotion Touristique comprend:

- le Conseil d'orientation qui est l'organe de supervision et de contrôle des activités de l'agence. Les membres du Conseil d'orientation choisissent en leur sein un président qui, sur proposition du Ministre chargé du Tourisme, est nommé par décret,
- le Directeur Général nommé par décret, sur proposition du Ministre chargé du Tourisme qui dirige l'ANPT.

Le Directeur Général est chargé de veiller à la bonne exécution de l'ensemble des missions de l'Agence. Il dispose des pouvoirs pour assurer la gestion de l'Agence dans le cadre des missions qui lui sont confiées.

Les ressources financières de l'Agence sont constituées :

- d'une dotation budgétaire annuelle allouée par l'Etat,
- des ressources mises à disposition par les partenaires au développement en vertu des conventions ou accords conclus avec le Gouvernement du Sénégal,
- des redevances versées par les bénéficiaires des prestations et services fournis par l'Agence.

L'Agence est autorisée à ouvrir des comptes bancaires gérés par le Directeur Général seul habilité à signer tout acte y afférent. Les ressources de l'Agence doivent être exclusivement et entièrement utilisées pour l'exécution de ses missions. La comptabilité de l'Agence est tenue conformément aux règles et principes du Système Comptable Ouest Africain.

Elle est soumise à un double contrôle interne et externe:

- le contrôle interne est effectué par une structure interne de contrôle de gestion et d'audit placée sous l'autorité du Directeur Général,
- le contrôle externe est effectué par un ou des commissaires, aux comptes ou par un cabinet d'audit choisis par le Conseil d'Orientation.

L'Agence est également soumise à la vérification des organes de contrôle de l'Etat.

En 2008, l'ANPT a élaboré elle-même son Plan de Passation des Marchés qui a été transmis à la Cellule de Passation des Marchés du Ministère du Tourisme qui avait en charge la consolidation de l'ensemble des plans de passation des structures dépendant dudit Ministère.

Nous avons vérifié l'existence d'un Plan de Passation des Marchés et rapproché ledit PPM avec celui qui figure dans le portail des marchés publics. Ce rapprochement a permis de constater que les DRP ne sont pas incluses dans le PPM.

Nous avons vérifié que l'Avis Général de Passation des Marchés qui a été publié par la CPM du MSET contient les données du PPM de l'ANPT.

Une Commission Interne des Marchés a été instituée au sein de l'ANPT, qui assurait toutes les opérations de passation des marchés ; les marchés qui nous ont été présentés ont tous été conclus par cette Commission Interne. Notons que l'acte de nomination des membres de la Commission Interne n'a pas été mis à notre disposition.

Il faut également noter, pour le déplorer, que les dossiers de passation des marchés ne comportent pas toutes les informations requises sur la procédure de sélection des fournisseurs :

- la saisine des fournisseurs n'est pas formalisée,
- lorsque la procédure d'une DRP est formalisée, un seul document fait office de procès verbal d'ouverture, d'évaluation et d'attribution,
- la lettre de notification d'attribution aux attributaires n'est pas faite par écrit et les candidats non retenus ne sont pas informés.

Les insuffisances relevées dans la mise en œuvre des procédures illustrent la non application voire la méconnaissance du dispositif réglementaire relatif à la passation des marchés.

Rappel des seuils applicables à l'ANPT en vertu de l'arrêté 11 580 du 28 décembre 2007 (Agence non dotée de la personnalité morale en 2008)

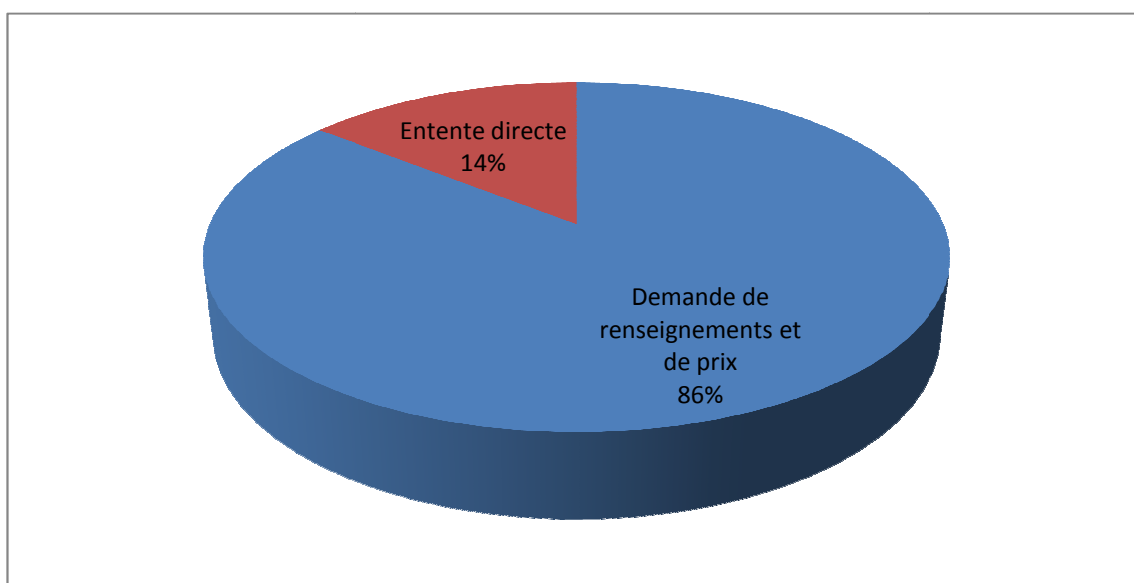
Type de marchés	Seuils de passation	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur RAPEV	Seuil de contrôle DCMP sur CONTRAT
Travaux	25	250	100	800
Fournitures et services	15	150	40	400
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350

4.2 PERIMETRE COUVERT

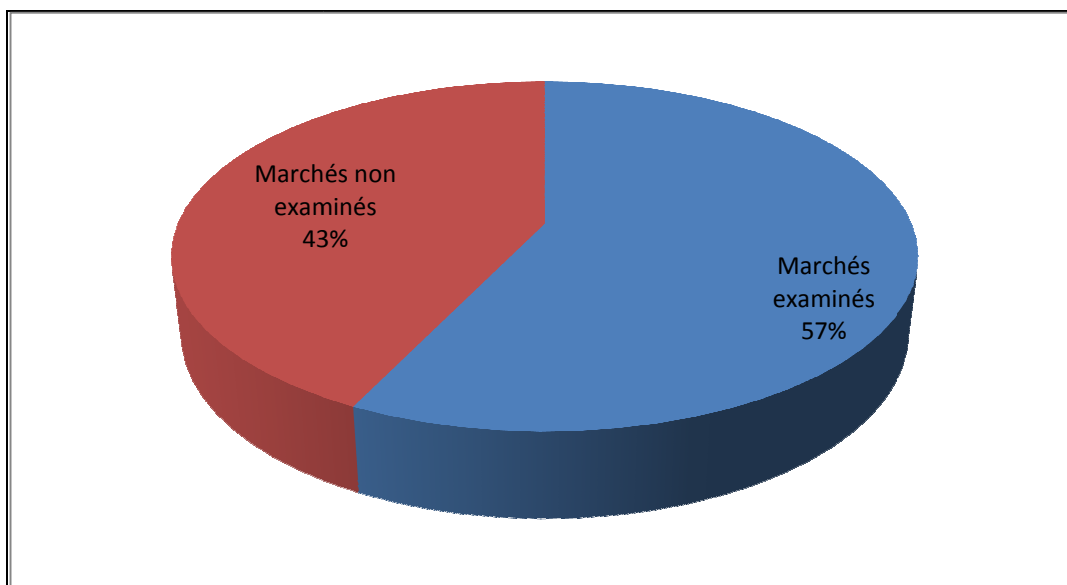
La situation d'exécution du plan de passation des marchés de 2008 s'établit comme suit :

Modes de passation de marchés	Récapitulatif des marchés passés au titre de la gestion 2008		Récapitulatif des marchés examinés lors de la présente revue	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)				
Appel d'offres restreint (AOR)				
Demande de Proposition (DP)				
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	12	34 689 260	6	28 946 840
Entente directe (ED)	2	15 382 000	2	15 382 000
TOTAL	14	50 071 260	8	44 328 840
Taux de couverture			57,14%	88,53%

La typologie des marchés passés en 2008 qui se présente comme suit, illustre un recours exclusif à la procédure de Demande de Renseignements et de Prix.



Nos travaux ont couvert en nombre 57,14 % des marchés exécutés en 2008 représentant 88,53 % de la valeur des acquisitions présentées dans l'état d'exécution du PPM.



4.3 EXAMEN DES MARCHES

4.3.1 MARCHES CONCLUS PAR ENTENTES DIRECTES

Non conformités identifiées

La vérification de l'exhaustivité des informations qui nous ont été communiquées par l'ANPT relativement à la situation d'exécution du Plan de Passation des Marchés de l'exercice 2008 nous a conduits à procéder à une revue du grand livre des opérations puisque l'ANPT ne fait pas un suivi en comptabilité auxiliaire de ses comptes fournisseurs. Cette revue nous a permis d'identifier des contrats conclus par entente directe non reflétés dans les tableaux récapitulatifs d'exécution du PPM. Ces contrats s'établissent comme suit :

Ententes directes non autorisées

- un contrat par entente directe non autorisée a été conclu avec Sénégal Travel Service pour la location de trois cars de 45 places pendant six jours sur l'axe Dakar Banjul pour une activité de promotion de la destination Sénégal par Eductour Viaggi di Atlantide (avis de règlement N° 56/04 du 30 avril 2008 d'un montant de 12 600 000 F CFA) ;
- un contrat par entente directe non autorisée a été conclu pour la location d'un véhicule PAJERO ; le coût de cette location a été imputé dans les charges de publicité et de relations publiques (avis de règlement N° 55/04 du 30 avril 2008 d'un montant de 2 782 000 F CFA) ;

Recommandations

- l'ANPT ne doit passer des marchés par entente directe qu'après l'autorisation préalable de la Direction Centrale des Marchés publics et seulement dans les cas prévus par l'article 76 du NCMP.

DRP non consignées dans l'état récapitulatif des dépenses

L'examen du journal de trésorerie a également permis d'identifier, sur la base d'un sondage, certaines transactions non consignées dans le tableau récapitulatif des acquisitions, pour lesquelles les principes de transparence n'ont pas été respectés. Ils s'établissent comme suit :

- **Avis de règlement N° 27/02 du 14 février 2008 d'un montant de 3 206 000 F CFA H TVA (avance de 50%):** ce paiement est relatif à la fourniture et à l'installation de grilles de protection pour les bureaux de l'ANPT. Ce marché a été confié à MAYA ENTREPRISE suite à une consultation non formalisée qui n'a vu concourir que trois prestataires au lieu des cinq requis dans les procédures de DRP ;
- **Avis de règlement N° 19/09 du 12 septembre 2008 d'un montant de 4 672 800 F CFA H TVA:** ce paiement effectué au profit de DARMANCO est relatif à l'achat de cadeaux promotionnels pour le TOP RESA 2008. Les lettres de saisine (N° 1278 à 1281) des quatre entreprises consultées datent du 10 septembre 2008. Les quatre offres versées au dossier sont toutes datées du 11 septembre 2009 et sont présentées de la même façon laissant entrevoir une collusion entre SAFACI SARL, les ETS Ababacar Sy Cissé, le GIE FK Services et les ETS AK ;
- **Avis de règlement N° 009/07 du 09 juillet 2008 et N° d'un montant de 4 818 000 F CFA H TVA:** ce paiement est relatif au paiement de billets d'avion à l'agence de voyage SODA TRAVEL SERVICE sur instruction du Ministre des Sénégalais de l'Extérieur et du Tourisme. Aucune justification n'est fournie dans le dossier sur l'effectivité de ces prestations et le cadre dans lequel ces déplacements ont été effectués ;
- **Avis de règlement N° 17/08 d'un montant de 20 000 000 F CFA H TVA:** un chèque N° 4761219 tiré sur le Crédit Agricole a été libellé au nom de Mr Djiby Diakhate DAGE du MSET sur instruction du Ministre des Sénégalais de l'Extérieur et du Tourisme (lettre 01663/MSET/DAGE). Aucune justification de la destination et de l'utilisation de cette « subvention » n'a été fournie.

Recommandations

- Se conformer aux dispositions l'article 77 du NCMP qui régissent la procédure de DRP.

4.3.2 MARCHES PASSES PAR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

DRP N° 1 DU 10 SEPT 2008 CADEAUX PROMOTIONNELS FOURNITURES ET SERVICES

Date de transmission de la DRP : 10 septembre 2008

Date de dépôt des offres : 12 septembre 2008

Délai de préparation des offres : 2 jours

Date d'attribution : 12 septembre 2008

Date d'approbation : Néant

Date de notification : Néant

Délai d'exécution : Néant

Attributaire : LE DARMANCO pour un montant de 3 960 000 F CFA H TVA

Non conformités identifiées

- le dossier de passation ne comporte pas de lettre de saisine des fournisseurs ayant répondu à cette consultation ; ils auraient été contactés par téléphone. Il s'agit d'une violation de l'article 77 NCMP qui dispose que cinq fournisseurs au moins doivent être sollicités par écrit ;
- les convocations des membres de la Commission des Marchés ne sont pas versées au dossier de passation ;
- l'ouverture des plis, l'évaluation des offres et l'attribution ont été faites le même jour et un procès verbal unique a été produit ;
- les conditions d'éligibilité à la commande publique spécifiées dans l'article 43 du NCMP et les renseignements et justifications requises pour la participation aux marchés publics ne sont pas rappelés lors de la saisine des soumissionnaires conformément aux dispositions des articles 45 et 46 du NCMP ;
- le prix est le seul critère d'évaluation retenu par l'ANPT puisque les consultations ne donnent pas lieu à la définition de prescriptions techniques ou autres cadres de devis quantitatifs estimatifs ;
- le dossier de passation des marchés ne comporte pas les informations relatives à la notification de la sélection à l'attributaire ni la lettre d'information des fournisseurs non retenus ;
- les informations relatives à la gestion et au suivi du marché ne figurent pas dans le dossier de passation (bon de commande, bordereau de livraison ou procès verbal de réception qui prouve la réception physique et effective des fournitures).

Recommandations

- formaliser la saisine des entreprises consultées dans le cadre d'une DRP par un courrier en bonne et due forme ; outre les spécifications du besoin objet de la DRP, les délais de soumission des offre etc. ; ledit courrier doit mentionner le nom de l'ensemble des destinataires de la lettre de saisine ;
- verser au dossier de passation les convocations adressées aux membres de la commission des marchés ;
- améliorer le degré de formalisation des procédures d'ouverture, d'évaluation des offres et d'attribution des marchés par la rédaction de procès verbaux en bonne et due forme à chacune des étapes de la sélection des fournisseurs. Dérouler les

différentes étapes de la passation des marchés dans des délais qui permettront éventuellement aux soumissionnaires de compléter des dossiers administratifs manquants ou de fournir toute information additionnelle requise et qui n'est pas une cause d'élimination à l'ouverture des plis ;

- se conformer aux dispositions du NCMP relatives à l'éligibilité des entreprises à la commande publique et aux dispositions portant sur le dépôt des pièces administratives ;
- l'attributaire du marché aussi bien que les fournisseurs non retenus doivent être informés par écrit de l'attribution du marché ;
- les documents de suivi de l'exécution du marché tels que bon de commande, contrat, procès verbal de réception doivent figurer dans le dossier de passation des marchés conformément aux instructions de l'ARMP en matière de classement et d'archivage des documents.

DRP N° 2 DU 24 OCT 2008 CONCEPTIONS PLAQUETTES GOANA FOURNITURES ET SERVICES

Date de transmission de la DRP : 24 octobre 2008

Date de dépôt des offres : 25 octobre 2008

Délai de préparation des offres : 1 jour

Date d'attribution : 25 octobre 2008

Date d'approbation : Néant

Date de notification : Néant

Délai d'exécution : Néant

Attributaire : 01 GRAPH pour un montant de 650 000 F CFA H TVA

Non conformités identifiées

- les convocations des membres de la Commission des Marchés ne sont pas versées au dossier de passation ;
- l'ouverture des plis, l'évaluation des offres et l'attribution ont été faits le même jour et un procès verbal unique a été produit ;
- les conditions d'éligibilité à la commande publique spécifiées dans l'article 43 du NCMP et les renseignements et justifications requis pour la participation aux marchés publics ne sont pas rappelées dans la lettre de saisine des soumissionnaires conformément aux dispositions des articles 45 et 46 du NCMP ;
- les entreprises consultées n'ont pas été saisies par courrier; le contact aurait été fait par téléphone en violation de l'article 77 du NCMP ;
- le dossier de passation des marchés ne comporte pas les informations relatives à la notification de la sélection à l'attributaire ni la lettre d'information des fournisseurs non retenus ;
- les informations relatives à la gestion et au suivi du marché ne figurent pas dans le dossier de passation (bon de commande, bordereau de livraison ou procès verbal de réception qui prouve la réception physique et effective des fournitures).

Recommandations

- verser au dossier de passation les convocations adressées aux membres de la commission des marchés ;
- améliorer le degré de formalisation des procédures de réception, d'évaluation des offres et d'attribution des marchés par la rédaction de procès verbaux en bonne et due forme à chacune des étapes de la sélection des fournisseurs. Dérouler les différentes étapes de la passation des marchés dans des délais qui permettront éventuellement aux soumissionnaires de compléter des dossiers administratifs manquants ou de fournir toute information additionnelle requise et qui n'est pas une cause d'élimination à l'ouverture des plis ;
- se conformer aux dispositions du NCMP relatives à l'éligibilité des entreprises à la commande publique et aux dispositions portant sur le dépôt des pièces administratives ;
- formaliser la saisine des entreprises consultées dans le cadre d'une DRP par un courrier en bonne et due forme ; outre les spécifications du besoin objet de la DRP, les délais de soumission des offres...ledit courrier doit mentionner le nom de l'ensemble des destinataires de la lettre de saisine ;
- l'attributaire du marché aussi bien que les fournisseurs non retenus doivent être informés par écrit de l'attribution du marché ;
- les documents de suivi de l'exécution du marché tels que bon de commande, contrat, procès verbal de réception etc. doivent figurer dans le dossier.

DRP N° 3 DU 08 OCT 2008 CABLAGES RESEAUX TELEPHONIQUES ET INFORMATIQUES TRAVAUX

Date de transmission de la DRP : 08 octobre 2008

Date de dépôt des offres : 28 octobre 2008

Délai de préparation des offres : 20 jours

Date d'attribution : 28 octobre 2008

Date d'approbation : Néant

Date de notification : Néant

Délai d'exécution : Néant

Attributaire : SEN TECH pour un montant de 4 056 840 F CFA TTC

Non conformités identifiées

- la lettre de saisine adressées aux fournisseurs short listés ne mentionne pas les différents destinataires du courrier comme le recommande le NCMP ;
- le second moins disant a été retenu au terme de l'évaluation des offres des soumissionnaires pour des raisons liées à une meilleure qualité technique supposée de l'offre alors qu'aucun critère d'évaluation ne figurait dans la lettre de saisine. Il s'agit d'une violation des dispositions de l'article 59 du NCMP qui interdit l'introduction de nouveaux critères en cours d'évaluation des offres ;
- l'ouverture des plis, l'évaluation des offres et l'attribution ont été faites le même jour et un procès verbal unique a été produit ;

- les conditions d'éligibilité à la commande publique spécifiées dans l'article 43 du NCMP et les renseignements et justifications requis pour la participation aux marchés publics ne sont pas rappelés dans la lettre de saisine des soumissionnaires conformément aux dispositions des articles 45 et 46 du NCMP ;
- une lettre de notification été adressée à l'attributaire du marché mais les fournisseurs éliminés n'ont pas été informés comme le recommande le NCMP ;
- les informations relatives à la gestion et au suivi du marché ne figurent pas dans le dossier de passation (bon de commande, bordereau de livraison ou procès verbal de réception qui prouve la réception physique et effective des fournitures).

Recommandations

- les lettres de saisine adressées aux fournisseurs doivent comporter entre autres informations, la liste des entreprises consultées dans le cadre de la DRP en objet ;
- Les offres des soumissionnaires ne doivent être évaluées que sur la base des critères préalablement définis ; aucun critère nouveau ne doit être introduit en cours d'évaluation et le choix doit porter sur le moins disant qualifié ;
- améliorer le degré de formalisation des procédures de réception, d'évaluation des offres et d'attribution des marchés par la rédaction de procès verbaux en bonne et due forme à chacune des étapes de la sélection des fournisseurs. Dérouler les différentes étapes de la passation des marchés dans des délais qui permettront éventuellement aux soumissionnaires de compléter des dossiers administratifs manquants ou de fournir toute information additionnelle requise et qui n'est pas une cause d'élimination à l'ouverture des plis ;
- se conformer aux dispositions du NCMP relatives à l'éligibilité des entreprises à la commande publique et aux dispositions portant sur le dépôt des pièces administratives ;
- l'attributaire du marché aussi bien que les fournisseurs non retenus doivent être informés par écrit de l'attribution du marché ;
- les documents de suivi de l'exécution du marché tels que bon de commande, contrat, procès verbal de réception etc. doivent figurer dans le dossier.

DRP N° 4 DU 04 MARS 2008 CONFECTION DE PORTE-DOCUMENTS FOURNITURES ET SERVICES

Date de transmission de la DRP : 04 mars 2008

Date de dépôt des offres : 06 mars 2008

Délai de préparation des offres : 2 jours

Date d'attribution : 06 mars 2008

Date d'approbation : Néant

Date de notification : Néant

Délai d'exécution : Néant

Attributaire : LE DARMANCO pour un montant de 12 700 000 F CFA HT

Non conformités identifiées

- le dossier de passation ne comporte pas de lettre de saisine des fournisseurs ayant répondu à cette consultation ; ils auraient été contactés par téléphone et seules trois factures pro forma figurent dans le dossier en lieu et place des cinq factures pro

forma requises dans une procédure de DRP. Il s'agit d'une violation de l'article 77 du NCMP qui dispose que cinq fournisseurs au moins doivent être sollicités par écrit ;

- trois fournisseurs ont soumissionné pour cette DRP. Il s'agit des entreprises Le DARMANCO, BATSAH SARL et SAFACI SARL. Les factures pro forma de BATSAH SARL et SAFACI SARL présentent des similitudes qui laissent entrevoir une collusion ;
- le prix est le seul critère d'évaluation retenu par l'ANPT puisque les consultations ne donnent pas lieu à la définition de prescriptions techniques ou autres cadres de devis quantitatifs estimatifs;
- l'ouverture des plis, l'évaluation des offres et l'attribution ont été faites le même jour et un procès verbal unique a été produit ;
- les conditions d'éligibilité à la commande publique spécifiées dans l'article 43 du NCMP et les renseignements et justifications requis pour la participation aux marchés publics ne sont pas rappelés dans la lettre de saisine des soumissionnaires conformément aux dispositions des articles 45 et 46 du NCMP ;
- le dossier de passation des marchés ne comporte pas les informations relatives à la notification de la sélection à l'attributaire ni la lettre d'information des fournisseurs non retenus ;
- Le PV de réception n'a pas été versé au dossier permettant de prouver l'existence physique et réelle des fournitures.

Recommandations

- se conformer aux dispositions de l'article 77 NCMP qui dispose que cinq fournisseurs au moins doivent être sollicités par écrit ;
- améliorer le degré de formalisation des procédures de réception des offres, d'ouverture des plis, d'évaluation des offres et d'attribution des marchés par la rédaction de procès verbaux en bonne et due forme à chacune des étapes de la sélection des fournisseurs. Dérouler les différentes étapes de la passation des marchés dans des délais qui permettront éventuellement aux soumissionnaires de compléter des dossiers administratifs manquant ou de fournir toute information additionnelle requise et qui n'est pas une cause d'élimination à l'ouverture des plis ;
- exclure des procédures d'appel à la concurrence toutes les entreprises convaincues de manœuvres collusives visant à fausser le jeu de la concurrence ;
- mieux formaliser la saisine des entreprises consultées dans le cadre d'une DRP en précisant les spécifications techniques du besoin objet de la DRP, les délais de soumission des offres, les critères d'évaluation etc. Ledit courrier doit également mentionner le nom de l'ensemble des destinataires de la lettre de saisine ;
- se conformer aux dispositions du NCMP relatives à l'éligibilité des entreprises à la commande publique et aux dispositions portant sur le dépôt des pièces administratives ;
- l'attributaire du marché aussi bien que les fournisseurs non retenus doivent être informés par écrit de l'attribution du marché ;
- les documents de suivi de l'exécution du marché en particulier le procès verbal de réception doivent figurer dans le dossier.

DRP N° 5 DU 06 SEPT 2008 DOCUMENTATION

Date de transmission de la DRP : 06 septembre 2008

Date de dépôt des offres :

Délai de préparation des offres :

Date d'attribution : Néant

Date d'approbation : Néant

Date de notification : Néant

Délai d'exécution : Néant

Attributaire : 01 GRAPH pour un montant de 3 450 000 F CFA H TVA

Non conformités identifiées

- le dossier de passation ne comporte pas de lettre de saisine des fournisseurs ayant répondu à cette consultation ; ils auraient été contactés par téléphone. Il s'agit d'une violation de l'article 77 NCMP qui dispose que cinq fournisseurs au moins doivent être sollicités par écrit ;
- le marché a été attribué au troisième moins disant la Commission invoquant l'antériorité des relations avec ce prestataire qui aurait déjà réalisé les plaquettes GOANA... Ce choix a été fait en violation des dispositions du NCMP qui dispose que le moins disant ayant respecté les critères de qualification doit être désigné attributaire ;
- La consultation n'a pas donné lieu à la définition préalable de prescriptions techniques et de critères d'évaluation des offres ;
- l'ouverture des plis, l'évaluation des offres et l'attribution ont été faits le même jour et un procès verbal unique a été produit ;
- les conditions d'éligibilité à la commande publique spécifiées dans l'article 43 du NCMP et les renseignements et justifications requis pour la participation aux marchés publics ne sont pas rappelés dans la lettre de saisine des soumissionnaires conformément aux dispositions des articles 45 et 46 du NCMP ;
- le dossier de passation des marchés ne comporte pas les informations relatives à la notification de la sélection à l'attributaire ni la lettre d'information des fournisseurs non retenus ;
- les informations relatives à la gestion et au suivi du marché ne figurent pas dans le dossier de passation (bon de commande et bordereau de livraison ou procès verbal de réception qui prouve la réception physique et effective des fournitures).

Recommandations

- formaliser la saisine des entreprises consultées dans le cadre d'une DRP par un courrier en bonne et due forme ; outre les spécifications techniques du besoin objet de la DRP, les délais de soumission des offres, les critères d'évaluation etc. Ledit courrier doit mentionner le nom des fournisseurs destinataires de la lettre de saisine.
- le choix de l'attributaire doit être fait sur la base du critère du moins disant conformément aux dispositions du NCMP qui stipule que le moins disant ayant respecté les critères de qualification doit être désigné attributaire ;
- améliorer le degré de formalisation des procédures de réception, d'évaluation des offres et d'attribution des marchés par la rédaction de procès verbaux en bonne et due forme à chacune des étapes de la sélection des fournisseurs. Dérouler les

différentes étapes de la passation des marchés dans des délais qui permettront éventuellement aux soumissionnaires de compléter des dossiers administratifs manquants ou de fournir toute information additionnelle requise et qui n'est pas une cause d'élimination à l'ouverture des plis ;

- se conformer aux dispositions du NCMP relatives à l'éligibilité des entreprises à la commande publique et aux dispositions portant sur le dépôt des pièces administratives ;
- l'attributaire du marché aussi bien que les fournisseurs non retenus doivent être informés par écrit de l'attribution du marché ;
- les documents de suivi de l'exécution du marché en particulier le procès verbal de réception doivent figurer dans le dossier.

DRP N° (PAS DE REF) DU 30 SEPT 2008 DEMONTAGES ET MONTAGES DE SPLITS ET GROUPE TRAVAUX

Date de transmission de la DRP : 30 septembre 2008

Date de dépôt des offres : 30 octobre 2008

Délai de préparation des offres : 30 jours

Date d'attribution : 30 octobre 2008

Date d'approbation : Néant

Date de notification : Néant

Délai d'exécution : Néant

Attributaire : WALO CENTRALE ELECTRONIQUE pour un montant de 4 130 000 F CFA TTC

Non conformités identifiées

- la lettre d'invitation à soumissionner ne comporte pas le nom de tous ses destinataires et nous n'avons aucune preuve qu'elle a été adressée à cinq entreprises comme le recommande l'article 77 du NCMP ;
- le dossier de passation ne comporte que deux soumissions et l'offre retenue est la plus élevée et la raison invoquée dans le procès verbal d'évaluation est que le fournisseur livrera un groupe électrogène triphasé en lieu et place du groupe électrogène monophasé. Il s'agit encore d'une modification, en cours d'évaluation, des critères de comparaison des offres des soumissionnaires en violation des dispositions de l'article 59 du NCMP qui stipule que les critères de choix du moins disant doivent être spécifiés dans le dossier d'appel à la concurrence. Sous ce rapport, il convient de noter que la lettre de saisine ne donne pas les spécifications techniques et ne précise pas non plus les critères d'évaluation des offres ;
- l'ouverture des plis, l'évaluation des offres et l'attribution ont été faits le même jour et un procès verbal unique a été produit ;
- les conditions d'éligibilité à la commande publique spécifiées dans l'article 43 du NCMP et les renseignements et justifications requis pour la participation aux marchés publics ne sont pas rappelées dans la lettre de saisine des soumissionnaires conformément aux dispositions des articles 45 et 46 du NCMP ;
- le dossier de passation des marchés ne comporte pas les informations relatives à la notification de la sélection à l'attributaire ni la lettre d'information des fournisseurs non retenus ;

- les informations relatives à la gestion et au suivi du marché ne figurent pas dans le dossier de passation (bon de commande et bordereau de livraison ou procès verbal de réception qui prouve la réception physique et effective des fournitures) ;
- deux chèques (dont le cumul fait 4 328 000 F CFA) ont été joints au dossier et excèdent le montant des 2 factures (4 130 000 F CFA : correspondant au montant du marché) données par le fournisseur attributaire, ce qui fait un surplus de 198 000 F CFFA.

Recommandations

- mieux formaliser la saisine des entreprises consultées dans le cadre d'une DRP par un courrier en bonne et due forme ; outre les spécifications du besoin objet de la DRP, les délais de soumission des offres etc. ; ledit courrier doit mentionner le nom des fournisseurs destinataires de la lettre de saisine ;
- évaluer les offres des soumissionnaires sur la base des seuls critères préalablement définis dans le dossier d'appel à la concurrence et veiller à une plus grande précision de la définition des besoins ;
- se conformer aux dispositions du NCMP relatives à l'éligibilité des entreprises à la commande publique et aux dispositions portant sur le dépôt des pièces administratives ;
- l'attributaire du marché aussi bien que les fournisseurs non retenus doivent être informés par écrit de l'attribution du marché ;
- les documents de suivi de l'exécution du marché en particulier le procès verbal de réception doivent figurer dans le dossier ;
- veiller au respect des conditions de règlement et en l'absence de bon de commande, réclamer le remboursement des sommes indument perçues.